

DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE DES ASSOCIATIONS MEMBRES OU CANDIDATES À L'UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS AGRÉÉES DU SYSTÈME DE SANTÉ

Déclaration à remplir par le-la responsable de l'association adhérente

Je soussigné, Jean-Yves Mano, Président de l'association CLCV

Certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements suivants :

1. Sur l'association

Objet social : association de défense des consommateurs

Membres du bureau (et leur situation sociale¹) :

Ann-Gaël BEARD, Conseiller technique espace info énergie

Marie-Claude FOURRIER, retraitée

Bernard GARNIER, retraité

Patrick HAUTIERE, retraité

Yasmina HELIGON, retraitée

Jean-Yves MANO, retraité

¹ Salarié-e (préciser la profession), retraité-e, étudiant-e, etc.



2. Sur les ressources de l'association (pour les trois dernières années)

Ressources pour l'année 2015			
Source	Identité des financeurs	Montant du financement, dons, etc.	Pourcentage du budget total
Cotisations des adhérents		376 336,53	20,61
Subventions publiques	DGCCRF, DGAL, ADEME, ministère du logement	831 318	47,6
Dons et Legs (locaux, matériels, etc.)		0	
Financements privés		0	
Activités économiques de l'association		0	



Autres sources de financements	Vente revues, publications	538805	30,85
TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE : 1 746 459			

Ressources pour l'année 2016			
Source	Identité des financeurs	Montant du financement, dons, etc.	Pourcentage du budget total
Cotisations des adhérents		338 189,40	18,34
Subventions publiques	DGCCRF, DGAL, ADEME, ministère du logement	831318	47,92
Dons et Legs (locaux, matériels, etc.)		0	
Financements privés		0	
Activités économiques de l'association		0	

Autres sources de finance-ments	Vente revues, publica-tions	565185	32,58
TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE : 1 734 689			
Ressources pour l'année 2017			
Source	Identité des financeurs	Montant du finan-cement, dons, etc.	Pourcentage du budget total
Cotisations des adhérents		287 622	16,93
Subventions publiques	DGCCRF, DGAL, ADEME, ministère du logement	831530	48,95
Dons et Legs (locaux, maté-riels, etc.)		0	
Financements privés		0	
Activités éco-nomiques de l'association		0	



Autres sources de finance-ments	Vente revues, publica-tions	579442	34,41
TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE : 1 698 594,65			

PRODUIRE EN ANNEXE LE BUDGET TOTAL DE L'ASSOCIATION PAR ANNÉE D'EXERCICE (BILAN ET COMPTE D'EXPLOITATION) DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES

3. Sur les liens d'intérêts non-financiers

3.1. Liens éventuels avec un syndicat, think tank, parti politique, association, etc.

Organisme (syndicat, think tank, parti ou mouvement politique, association, fondation, etc.)	Nature du lien (soutien politique, collaboration, etc.)	Période



3.2. Présence de professionnels de santé ou de l'action sociale au sein des instances de gouvernance de l'association



Participation de professionnels de santé (en ou hors activité) ou de l'action sociale aux instances de gouvernance de l'association (Indiquer le nombre et le pourcentage par rapport à la totalité des membres des instances de gouvernances) : aucun



4. Pièces à joindre à la présente déclaration :

- Nom, prénom et profession des membres du conseil d'administration de l'association ;
- Présentation de l'association et des principaux motifs d'adhésion ;
- Budget total de l'association par année d'exercice (bilan et compte d'exploitation) des trois dernières années ;
- Dernière version des statuts publiés au Journal officiel ;
- Agrément santé (décision d'agrément et formulaire de demande) ;
- Lettre d'engagement prévue à l'article 1.1 du règlement intérieur de l'UNAASS.

5. Mentions légales

- 5.1. *Les informations recueillies seront informatisées et cette déclaration pourra être publiée sur le site internet de l'Union.*
- 5.2. *L'Union, par l'intermédiaire de son Comité de déontologie et de prévention des conflits, est responsable du traitement ayant pour finalité la vérification de l'indépendance de l'association en confrontant les liens déclarés, aussi bien financiers que non financiers (notamment liens éventuels avec un syndicat, think tank, parti politique, association, présence de professionnels de santé ou de l'action sociale au sein des instances de gouvernance de l'association) aux objectifs de la mission de l'association envisagée au sein de l'Union au sein de l'Union.*
- 5.3. *Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant ; Vous pouvez exercer ce droit en envoyant un mél à l'adresse suivante : deontologie@france-assos-sante.org.*
- 5.4. *La présente déclaration doit être actualisée dès qu'une modification intervient, et au minimum annuellement même sans modification.*
- 5.5. ***Toute déclaration mensongère est susceptible d'entraîner la radiation de l'association après avis du comité de déontologie.***
- 5.6. ***Aux termes de l'article L.441-1 du Code pénal « Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques. Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. »***

Fait à Paris

Le 30 janvier 2019